

Une étape importante, le message de l'Ombudsman, et plus.

[View this email in your browser](#)



Twitter



Facebook



LinkedIn

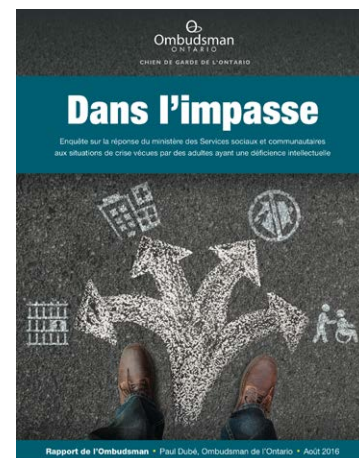


MESSAGE DE L'OMBUDSMAN – FÉVRIER

Dans le message de ce mois-ci, l'Ombudsman Paul Dubé parle de l'importance d'appuyer les personnes atteintes d'une maladie mentale. Comme il le souligne : « Nous devons continuer de travailler pour éliminer les obstacles et faire plus pour aider ces personnes à obtenir l'accès aux soins et au soutien dont elles ont besoin. » [Lire ici.](#)

NOUVELLES DES SERVICES AUX PERSONNES AYANT UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE

Le 24 février, soit six mois après que le ministère des Services sociaux et communautaires se soit engagé à appliquer toutes les recommandations de l'enquête de l'Ombudsman sur les services aux adultes ayant une déficience intellectuelle qui se trouvent en situation de crise, ce Ministère nous a fait parvenir un bilan de ses efforts en ce sens. La ministre Helena Jaczek a aussi [publié une déclaration](#), soulignant que plus de travail restait à faire. Depuis la parution de notre rapport [Dans l'impasse](#), nous avons reçu 114 nouvelles plaintes et notre personnel continue d'aider les familles à régler des



problèmes individuels. Nous maintiendrons notre surveillance des progrès accomplis par le Ministère.



WEBINAIRE EN FRANÇAIS

À venir très prochainement – la version française de notre webinaire pour les municipalités et les conseils scolaires. Aimeriez-vous, vous ou un collègue, en savoir plus sur nos processus en français? Inscrivez-vous à notre webinaire par courriel à outreach@ombudsman.on.ca. [Vous pouvez consulter les versions anglaises en tout temps sur notre site Web. ici.](#)

RÉUNIONS MUNICIPALES À HUIS CLOS

En février, l'Ombudsman a publié des rapports sur des réunions municipales à huis clos dans la Ville de London et dans la Municipalité de Brockton. [Pour en savoir plus sur nos enquêtes à propos des réunions à huis clos, cliquez ici.](#)



EXPOSÉ DE CAS

Nous avons aidé un homme à renouveler sa licence de sécurité, qui n'avait pas été traitée en raison d'une erreur humaine – et du même coup nous lui avons évité de perdre son emploi. [Pour savoir comment nous sommes intervenus, cliquez ici.](#)

CARRIÈRES AU BUREAU DE L'OMBUDSMAN

Vous aimeriez travailler au Bureau de l'Ombudsman?

Nous sommes à la recherche de candidats pour les

postes suivants : Enquêteurs et Agents de règlement préventif. [Cliquez ici pour en savoir plus sur le travail dans notre Bureau.](#)



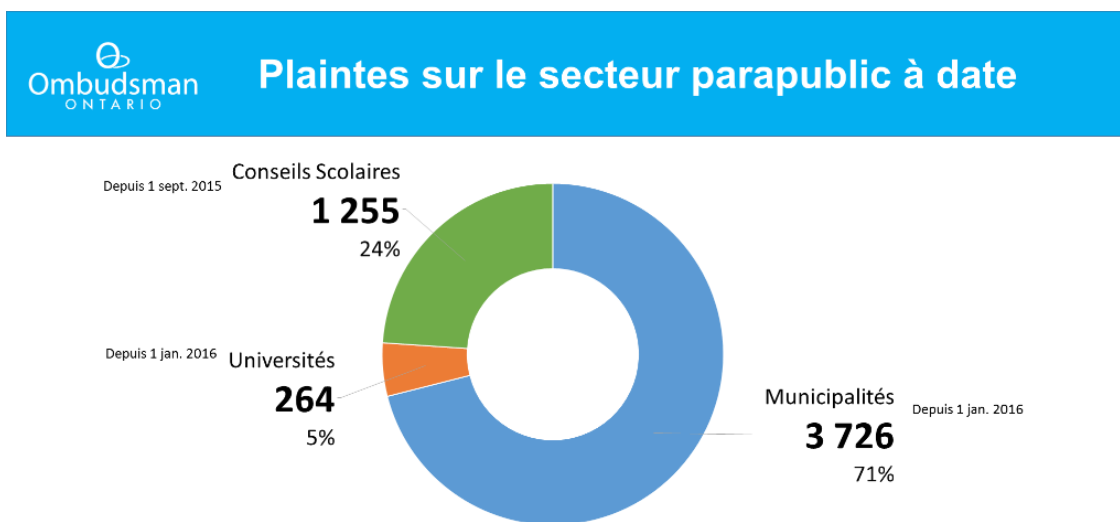
NOUVEAU MANDAT – CAS DU SECTEUR PARAPUBLIC

Nous traitons plus de 22 000 plaintes par année – dont la plupart ont trait à des organismes du gouvernement de l'Ontario, mais maintenant nous surveillons aussi les municipalités, les universités et les conseils scolaires.

Voici comment ces dernières plaintes se répartissent :

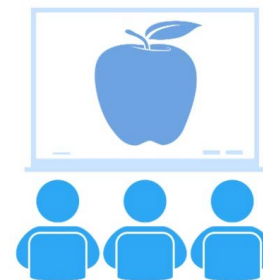
Depuis le 1^{er} janvier 2016, nous avons traité 3 726 cas de municipalités et 264 cas d'universités. Depuis le 1^{er} septembre 2015, nous avons traité 1 255 cas de conseils scolaires.

[En savoir plus](#)



EXPOSÉ DE CAS SUR UN CONSEIL SCOLAIRE

Une mère s'est adressée à notre Bureau parce qu'elle voulait que son plus jeune fils voyage dans le même



autobus scolaire que son frère plus âgé, qui a des besoins particuliers. Nous nous sommes informés et nous avons déterminé que le conseil scolaire avait une politique sur les places dans les autobus pour les élèves ayant des besoins particuliers. Cependant, le conseil scolaire s'est dit prêt à examiner la demande de cette mère si elle donnait plus de renseignements sur les raisons pour lesquelles ses deux fils devaient voyager ensemble. Nous avons conseillé à cette mère de consulter la politique du conseil scolaire sur la question, ainsi que son processus d'appel.

Portez plainte en ligne

L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités et les conseils scolaires. L'Ombudsman Paul Dubé a commencé son premier mandat quinquennal le 1^{er} avril 2016.

Copyright © 2017 Ombudsman Ontario, All rights reserved.